



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Lucé, le 22 octobre 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 2594/RAPAUTO/car10087rap

Vos réf. : Votre transmission du 20 août 2010

Affaire 101379 suivie par :

Tél. : 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

Courriel : [ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

0259420101022SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELER ET D'ÉTENDRE  
L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE

SOCIÉTÉ LOCATION TRANSPORTS GRANULATS - LTG

À HANCHES – N° ICPE 2594

-----

**P.J :** Carte de localisation  
Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation

Par lettre en date du 04 juillet 2009, le président de la société LOCATION TRANSPORTS GRANULATS - LTG, dont le siège social est actuellement situé à "La Commune" – 28130 Villiers le Morhier, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière aux lieux-dits "Le Bois d'Auvilliers" et "Les Champs Blancs" sur la commune de Hanches dans le cadre :

- Du renouvellement de l'autorisation d'exploiter sa carrière, parcelle AA 1, avec modification des conditions de remise en état (remblai par des matériaux extérieurs inertes) et d'exploitation (utilisation ponctuelle d'une cribleuse mobile) ;
- De l'extension de sa carrière parcelles ZA 5 et 7 à 10 et chemin rural n°20pp.

La société LTG demande également l'exploitation d'un forage de prélèvement d'eau de nappe ; la commune de Hanches est située en zone de répartition des eaux.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en Préfecture le 09 juillet 2009, complété les 14 décembre 2009 et 11 janvier 2010, reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 01 avril 2010.

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2510	1	A	Carrières (exploitation de)	Carrière	sans seuil			250 000 maximum	Tonnes/an
								Redevance : coefficient 4	
2515	2	D	Broyage, concassage, criblage... de pierres... et autres minéraux	Installation mobile de criblage	Puissance des installations	>40 <200	kW	67	kW
2517	b	D	Station de transit de produits minéraux autres que ceux visés par d'autres rubriques	Aire de stockage de sables et remblais	Capacité de stockage	>15 000 <75 000	m³	20 000	m³

A autorisation

D déclaration

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

#### Activités relevant de la nomenclature Eau :

Ouvrage	Désignation
A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2 du Code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils, de capacité supérieure à 8 m³/h : 10 m³/h	Forage de prélèvement d'eau de nappe (zone de répartition des eaux) : Capacité totale maximale des installations de prélèvement : 10 m³/h. Profondeur : 50 mètres.
Rejet d'eaux pluviales dans le sous sol (infiltration), la surface totale du projet étant supérieure à 20 ha	-
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé : capacité totale maximale des installations de prélèvements égale à 10 m³/h, prélèvement	Cf. forage ci-dessus 4 400 m³/an maximum

inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an.	
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	4 piézomètres de contrôle

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

## 1.2. Description de l'établissement et historique administratif

**La société :** la société LTG (d'abord LES TRANSPORTS GALLAS, puis LOCATION TRANSPORTS GRANULATS depuis 2008) est une société par actions simplifiée unipersonnelle, créée en 1952. LTG possède quatre carrières en Eure-et-Loir : à Ormoy, Fresnay l'Evêque, Montlondon et la carrière de Hanches, objet du présent rapport.

LTG est rachetée par le groupe STAR depuis 1996, la société STAR est également exploitante de carrières, dont deux en Eure-et-Loir (Alluyes et Margon).

LTG emploie 16 personnes, dont 2 sur sa carrière de Hanches.

**La localisation du site et du projet :** la carrière est située lieu-dit « Le Bois d'Auvilliers », l'exploitant demande son extension au lieu-dit « Les Champs Blancs » – carte de localisation du projet en annexe 1. Le site s'inscrit dans un secteur de transition entre le paysage beauceron et le paysage boisé des Yvelines. Le voisinage proche est constitué d'une habitation comprenant un site évènementiel (salon de réception et hébergement), de boisements, de cultures et d'infrastructures routières : chemin rural d'accès à la carrière, RD4, par lesquels est desservie la carrière. Le dossier recense l'habitation la plus proche - au lieu-dit La Tour Neuve – séparée de la carrière par le chemin rural n°21.

**L'historique du site :** l'exploitation de la carrière de Hanches a été autorisée par arrêté préfectoral n° 407 du 22 février 1993, accordée à la société LES TRANSPORTS GALLAS.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2031 du 12 juillet 1999 a fixé le montant des garanties financières.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2008 a prescrit une étude géotechnique définissant les mesures de sécurité eu égard au dépassement de la hauteur des fronts.

L'autorisation actuelle porte sur la parcelle AA n°1, pour une superficie exploitable de 8 ha 20 a. L'autorisation d'exploiter échoit le 21 février 2013.

## 1.3. Présentation de la demande – conditions de l'exploitation

La société LTG a exploité le gisement de sa carrière de Hanches ; elle souhaite :

- renouveler l'autorisation d'exploiter sa carrière actuelle, parcelle AA 1, lieu-dit « Le Bois d'Auvilliers », et en modifier les conditions de remise en état (remblai par des matériaux extérieurs inertes) et d'exploitation (utilisation ponctuelle d'une cribreuse mobile) ;
- étendre l'autorisation aux parcelles voisines : ZA 5 et 7 à 10 et chemin rural n°20pp, lieu-dit « Les Champs Blancs ».

LTG précise que la mise en conformité des hauteurs de gradins de sa carrière actuelle ne peut s'effectuer parfaitement que dans le cadre de la demande d'extension.

### Emprise et caractéristiques :

Cette demande concerne une emprise totale d'environ 36,84 hectares dont 10,16 en poursuite d'exploitation, et 26,68 hectares en extension pour une surface exploitable d'environ 24,87 ha. Elle intéresse l'extraction de sables de Fontainebleau pour une durée de 30 ans, et un gisement attendu de 5 400 000 tonnes, à raison de 180 000 tonnes en moyenne et 250 000 tonnes par an maximum.

### Exploitation :

La sablière sera exploitée à sec et sans pompage d'exhaure par paliers de 6 m maximum – plan de phasage annexé au projet d'arrêté ci-joint. Les extractions descendront à la cote 132 m nGF soit 4 m au-

dessus du niveau estimé des PHEC (plus hautes eaux connues). L'épaisseur moyenne des sables est estimée à 50 m, dont 20 m exploitables selon le dossier de demande (pour éviter une extraction en eau), entre 14 m minimum et 24 m maximum.

Après traitement éventuel sur le carreau du site (criblage ponctuel en fonction de demandes en granulométries spécifiques, environ 25% de la production de la carrière), les matériaux produits alimentent essentiellement les marchés des travaux publics pour les sables jaunes (remblais de tranchées, calage de réseaux) et du bâtiment, voire de l'industrie pour les sables blancs (piste pour chevaux, béton, perspectives industrielles liées à sa forte teneur en silice). Le dossier identifie le marché en Eure-et-Loir et dans les Yvelines.

Des équipements annexes sont présents sur le site : aire de ravitaillement en carburant et de petit entretien des engins, bungalow bureau et vestiaire, sanitaire.

#### **Remise en état :**

La remise en état consiste en un remblayage partiel pour retour à la vocation agricole des terrains avec création d'un espace boisé en vis-à-vis de la Tour Neuve.

#### **Maîtrise foncière :**

Des attestations du propriétaire et un extrait de matrice cadastrale des parcelles AA1 et ZA7, 9, 10 sont jointes au dossier de demande.

L'extrait de matrice cadastrale joint au dossier indique que la parcelle ZA 8 appartient à un propriétaire qui n'est pas la personne qui a signé l'attestation de maîtrise foncière, l'exploitant joint une promesse d'acquisition de terrain reliant ces deux personnes, promesse qui date de février 2008. Par courrier du 06 mai 2010, il joint à Monsieur le Préfet, une nouvelle promesse datée du 30/04/10. *Il appartient à l'exploitant d'apporter la preuve de la maîtrise foncière de cette parcelle (extrait de matrice cadastrale à jour ou attestation de propriété notariée) pour la parcelle ZA8, avant l'échéance de la procédure d'instruction.*

La délibération du conseil municipal jointe au dossier ne mentionne pas explicitement le droit accordé pour exploiter le chemin rural et l'exploitant n'y a pas fourni de document cosigné par sa société et le Maire attestant de l'existence d'un contrat. *Il a fourni ces éléments à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir par courrier du 06 mai 2010.*

LTG fait état du déplacement du chemin rural n°20 – délibération du conseil municipal de Hanches du 11 juin 2009 jointe au dossier. Cette délibération comporte également l'accord de principe du conseil municipal sur la remise en état de la carrière. LTG a fourni un accord du 10 décembre 2009 de Madame le Maire de Hanches sur le projet de remise en état.

### **1.4. Cadre administratif de l'instruction**

La demande d'autorisation objet du présent rapport concerne un renouvellement et une extension d'autorisation d'exploiter soumise aux formalités administratives qu'une demande d'autorisation initiale (enquête publique et administrative notamment).

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1. Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 13 avril 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que, au vu de l'analyse menée par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter (étude d'impact et étude de dangers), l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression, réduction ou compensation des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

### **2.2. Enquête publique**

L'enquête publique s'est déroulée du 09 juin au 09 juillet 2010 inclus sur les communes de :

- Hanches (commune d'implantation) ;

- Epernon, Saint Martin de Nigelles, Villiers le Morhier, Saint Lucien (communes d'Eure-et-Loir) ;
- Raizeux, Hermeray, Mittainville (communes des Yvelines).

Une déclaration en faveur du projet et une déclaration contraire au projet sont portées au registre d'enquête.

La déclaration contraire au projet est présentée par le gérant de la société LHDP, propriétaire des Hauts de Pardaillan (Centre de séminaires, location de salles, hôtel), voisine du projet. Le commissaire enquêteur indique que le gérant n'exprime pas d'opposition précise.

Le commissaire enquêteur signale qu'ont été portés à sa connaissance :

- Les avis des conseils municipaux de Hanches, commune d'implantation et de Raizeux, voisine du projet et d'une télécopie de la Mairie de Raizeux à celle de Hanches – point traité aux §2.3 et 2.4 du présent rapport.
- L'avis de l'association "Raizeux, nature et forêts", qui a demandé si les risques sur la nappe sont pris en compte et pourquoi autoriser l'extension dans un souhait de préserver les terres agricoles dans les documents d'urbanisme ; et qui indique compter sur le Maire de Hanches pour que les engagements pris pour la remise en état des lieux soient respectés.
- Un courrier d'un particulier, habitant de Raizeux opposé au projet, qui indique que le comblement avec des matériaux inertes n'est à son avis soumis à aucun contrôle et qui ajoute que l'extension pose de graves risques pour les terrains situés en dessous de l'exploitation, terrains destinés à l'agriculture et éventuellement à l'habitat.

### **2.3. Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande de renouvellement et d'extension présentée par la société LTG – 05/08/10

Concernant l'usage non agricole du sol évoqué par l'association "Raizeux nature et forêt", le commissaire enquêteur note que "cette remarque d'ordre général ne peut constituer un obstacle à l'extension projetée, qui répond à une demande de matériaux et n'hypothèque pas l'avenir agricole des terres qui doivent être restituées à l'agriculture au terme de l'exploitation des lieux".

Concernant le contrôle des matériaux de comblement évoqué par l'association "Raizeux nature et forêt", et le particulier, le commissaire enquêteur note que le dossier mis à l'enquête contient des procédures et contrôles mis en œuvre en vue du remblaiement avec des matériaux inertes et ajoute l'engagement de LTG à vérifier visuellement la fiabilité des matériaux avant de les utiliser en remblai.

Concernant les risques pour les terrains situés au dessous de l'exploitation évoqués par le particulier, le commissaire enquêteur indique que ce particulier ne précise pas le type de risque auxquels il pense et que le dossier contient tous les éléments concernant la faune, la flore, l'eau et qu'il n'a pas trouvé d'analyse aboutissant à une aggravation des risques pour les terres situées à l'aval de la future extension.

### **2.4. Avis des conseils municipaux et réponses apportées par l'industriel**

Le conseil municipal de Hanches émet un avis favorable (délibération du 23 juin 2010). Il attire l'attention du pétitionnaire sur la proximité de la Ferme de la Tourneuve qui abrite des salles de réception, séminaires et gîtes d'étape, et lui demande de réaliser tous les aménagements nécessaires destinés à préserver la quiétude du site.

Le conseil municipal de Raizeux (délibération du 16 juin 2010) émet des observations et recommandations :

- Différence de remise en état sollicitée par LTG, notamment l'accueil de remblais extérieurs au site : il juge le nombre de personnes (1) affectée à ce poste insuffisant, indique que "d'une manière générale, selon l'enquête publique [ndr : du dossier soumis à l'enquête publique], les déchets de construction et de démolition contenant en faible quantité d'autres matériaux pouvant être considérés comme inerte ; exemple : métaux courants, substances organiques, bois, caoutchouc, plâtre, béton bitumineux" et conclut que Monsieur le Maire propose de rencontrer le commissaire enquêteur en Mairie pour lui présenter les mesures de sécurité que le conseil municipal lui demande de

recommander et indique que la situation de sa commune en limite avec la carrière l'interpelle sur le remblaiement en déchets inertes.

- Il sollicite que le pétitionnaire réalise un merlon planté d'arbres et arbustes d'essences locales, dès le début d'exploitation de la carrière.

Par courriel du 28 juin 2010 à Monsieur le Commissaire enquêteur, Monsieur le Maire de Raizeux s'excuse de son absence au rendez-vous pris et rappelle son incertitude sur l'efficacité des contrôles à l'entrée de la carrière. Il pose 3 questions :

- Quelles garanties que cette installation ne devienne pas une décharge classée de déchets polluants ?
- Il souhaite la mise en œuvre du dispositif prévu initialement lors de l'enquête publique de 1993 en limite de sa commune.
- Il demande pourquoi le périmètre de la carrière de 1993, en fin d'exploitation, est maintenu en zone carrière, en dépit du non-respect des prescriptions préfectorales de 1993 relatives à la hauteur du front de taille et l'emprise de 10ha, relevées par la DREAL (inspection des installations classées) ; et demande que le pétitionnaire indique quelles garanties il peut donner sur le bon déroulement de son exploitation, notamment le remblaiement et la qualité des matériaux de remblais au vu du peu de personnel affecté à son site et du risque de dépôts sauvages sur la carrière.

Par courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2010 à Monsieur le Maire de Raizeux (copie communiquée au Commissaire enquêteur), le pétitionnaire répond que :

- Il est d'accord pour un comité de pilotage annuel, dans lequel serait invité un représentant des communes riveraines dont Raizeux fait partie.
- Il accepte de réaliser en tout début d'exploitation, un merlon planté d'essences persistantes sur la partie Nord jusqu'à la remise en état du site (plan à l'appui).
- Il confirme qu'il vérifiera visuellement la qualité des apports de matériaux extérieurs avant de les utiliser en remblai du site et complète par courrier du 16 août 2010 à Monsieur Commissaire enquêteur, que le site sera clos par un merlon de 3 m de haut et un portail fermant à clé.

Le Commissaire enquêteur motive son avis favorable notamment par :

- "Le comblement de l'excavation par des matériaux inertes dans des conditions de sécurité et de surveillance propres à assurer l'innocuité" ;
- "L'engagement du pétitionnaire à travailler dans la transparence en associant les 8 communes du rayon d'affichage à une réunion annuelle au cours de laquelle seront analysées les conditions d'exploitation de la carrière au cours des 30 années prévues".

Au vu de ces éléments et eu égard au Code de l'environnement, le projet de prescriptions retient :

- *Les mesures de contrôle et d'enregistrement des apports de remblais – article 2.5.3.2, mesures complétées par une surveillance piézométrique, telle qu'habituellement prescrite pour ce type d'activité – article 9.2.4 ;*
- *A souligner que les remblais doivent préalablement être triés. Les végétaux, déchets ménagers, enrobés, papiers, cartons, plâtres, déchets fermentescibles ou putrescibles, amiante lié sont interdits. Si des déchets non minéraux (plastiques, métaux, bois,...) sont détectés, ils doivent être triés et éliminés vers des filières agréées – article 2.5.3.2 du projet des prescriptions ;*
- *La clôture du site et le contrôle des accès – article 7.3.1.1 et 7.3.1.2 (en retenant l'engagement du pétitionnaire de hauteur des merlons de 3 m avec 2 m maximum de terres végétales, mises sélectivement eu égard aux stériles) ;*
- *Le merlon boisé en limite d'autorisation côté commune de Raizeux. Ce boisement devra être réalisé avec des essences locales, ainsi qu'habituellement prescrit et conformément au souhait de la commune exprimé dans sa délibération du 16 juin 2010 – article 2.2.4 ;*
- *Le plan de phasage de l'exploitation : le dépassement de la hauteur de front et le retard de remise en état nécessitent d'être résorbés dans les meilleurs délais, l'inspection des installations classées a demandé ces mesures de mise en conformité indépendamment de l'instruction du présent dossier, et ce dès 2004, date à laquelle les constats de non conformité ont été réalisés.*

Dès l'examen de la recevabilité de sa demande d'autorisation d'exploiter, la DREAL a insisté sur la nécessaire remise en état coordonnée de ses carrières, et la résorption du retard de remise en état et du dépassement des hauteurs de front de sa carrière de Hanches. Le plan de phasage présenté par LTG dans son dossier de demande conduit à une remise en état d'environ 80% de sa carrière actuelle à échéance de 5 ans ; pour une date de remise en état initialement prévue au plus tard le 21 février 2013.

L'exploitant a précisé que l'obtention de l'extension de sa carrière était la solution la plus adéquate pour la mise en conformité de sa carrière actuelle et que le phasage qu'il propose tient compte des hauteurs actuelles de front, et ne peut être revu différemment pour des raisons de sécurité.

La commune de Hanches sur laquelle est implantée la carrière n'émet pas d'observation quant à ce sujet, et le pétitionnaire accède à la demande de la commune de Raizeux de respecter son engagement initial en implantant un merlon boisé en limite du site attenant à cette commune.

Le projet de prescriptions retient le phasage présenté par LTG complété du merlon planté demandé par la commune de Raizeux.

La DREAL ne peut qu'insister sur la nécessité que l'exploitant respecte scrupuleusement ses engagements.

En matière de sécurité, l'étude géotechnique fournie par LTG en réponse à l'arrêté complémentaire pris le 10 septembre 2008 par Monsieur le Préfet, prescriptions rappelées par arrêté préfectoral de mise en demeure le 19 janvier 2009, conclut à la stabilité côté Ouest, et à l'absence de stabilité à long terme sur une partie du côté Est, LTG indique avoir loué une partie du terrain voisin pour mettre la carrière en sécurité.

LTG a précisé avoir clôturé la bande supplémentaire de terrain voisin du front instable qu'elle a indiqué avoir loué. Elle a ajouté avoir pris comme disposition de fermer temporairement la carrière au public en positionnant des blocs rocheux devant le portail et des panneaux DANGER sur le pourtour de l'exploitation. Son courrier du 20 janvier 2009 à la DREAL précise qu'elle a pris ses dispositions pour que les véhicules n'empruntent plus la piste.

Dans son dossier de demande, LTG a joint une nouvelle étude géotechnique CFEG – réf E328/09-nov.déc.2009, s'appuyant sur les études précédentes de son confrère ABROTEC et indiquant concernant la piste actuelle et le front Est, que "les talus amont de la piste ne montrent aucun signe d'instabilité d'ensemble susceptible de menacer la piste d'accès et ses usagers, ni les terrains agricoles situés en amont immédiat des limites d'autorisation".

Elle ajoute qu'en cas d'épisodes pluvieux "exceptionnels", "une évolution régressive ne peut-être exclue" et "qu'un simple fascinage favorisant la prise de la végétation ou la mise en œuvre d'un masque de petits enrochements (meulière) seront alors suffisants pour enrayer ces désordres d'autant que ces talus seront masqués dans les 5 ou 10 ans d'après le phasage d'exploitation et de remise en état".

*Le respect de phasage de remise en état est retenu dans le projet de prescription ci-joint – chapitre 2.5 et la DREAL propose de prescrire la mise en place de fascines ou d'un masque de petits enrochements dans le cadre des travaux préliminaires à l'exploitation – article 2.2.5. et leur maintien tant que le talus est en place – chapitre 1.5 du projet d'arrêté.*

Concernant le front sud, côté CR n° 21 et habitation de la Tour Neuve, l'étude CFEG conclut à la "stabilité à court terme du talus sud, que le front sud actuel n'engage pas la stabilité du CR21 et que, sous réserve du respect du plan de remise en état, la stabilité à long terme est assurée de ce côté". Nous prenons note de l'engagement du pétitionnaire de réaliser un comité de suivi annuel de l'exploitation.

Nous ne disposons pas d'avis des conseils municipaux des autres communes (Epernon, Saint Martin de Nigelles, Villiers le Morhier, Saint Lucien, Hermeray et Mittainville).

A noter toutefois :

- Messieurs les Maires de Saint-Martin de Nigelles (15/07/10), Villiers le Morhier (16/07/10), Saint Lucien (15/07/10) et Mittainville (15/07/10) indiquent qu'ils n'ont pas d'observation à formuler – leurs courriers à Monsieur le Commissaire enquêteur ;
- Les communes d'Epernon (14/09/10) et Mittainville (17/09/10) ont indiqué qu'elles n'ont pas délibéré, la commune d'Epernon ajoute qu'elle n'a pas d'observation à formuler sur le projet – leurs courriels à la DDCSPP.

## **2.5. Avis des services consultés et réponses apportées par l'industriel**

Nota : le pétitionnaire indique que les réseaux France Télécom, eau potable et EDF sont sur la périphérie du site.

Compte tenu de l'appartenance du site à une aire géographique protégée (volailles de Houdan et volailles de l'Orléanais), d'une servitude relative aux transmissions radioélectriques, du débouché sur une route départementale, du projet de travaux de décapage et d'extraction, et de la proximité d'un captage d'eau potable sur le site voisin, la DREAL – rapport de recevabilité du 1<sup>er</sup> avril 2010 – a proposé que soient consultés, en sus des services qui le sont habituellement, le conseil général, la direction régionale des affaires culturelles, les gestionnaires du réseau électrique, du réseau téléphonique, de la servitude relative aux transmissions radioélectriques, l'Institut national des appellations d'origine (INAO) et un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Les avis émis par les entités consultées ont été notifiés au pétitionnaire – courriers de la DDCSPP des 07 et 30 juillet 2010, lequel a été invité à fournir des réponses aux observations émises. Le pétitionnaire a répondu par courriers des 22 juillet et 20 août 2010 en Préfecture d'Eure-et-Loir.

Les observations qui sont émises par ces services et nos commentaires et propositions sont synthétisées dans le tableau ci-après.



Date	Service	Avis émis et synthèse des réserves	Réponse du pétitionnaire	Commentaires du service d'inspection Propositions introduites dans le projet de prescriptions
30/07/10	Agence Régionale de Santé	<b>Avis favorable.</b> Nota : l'ARS précise que son avis ne concerne nullement la demande d'autorisation d'exploitation d'un forage d'eau potable sur le site de la carrière comme indiqué au courrier non signé du PDG de l'entreprise joint au dossier ; et note qu'en tout état de cause, le pétitionnaire signale à 2 reprises, que pour la boisson, le site sera approvisionné en eau embouteillée.	-	A noter que par courrier du 11/01/10, le bureau d'études missionné par LTG a précisé que le piézomètre ne sera pas utilisé pour l'eau potable, en indiquant qu'elle sera fournie en bouteilles. <i>Nous proposons de reprendre cette situation article 4.1.4.2 du projet de prescriptions "L'eau prélevée en nappe par forage n'est pas destinée directement ou indirectement à la consommation humaine en eau ».</i>
21/06/10	Conseil général	Il signale l'existence d'une station de suivi de la qualité des eaux de "La Maltorne", ruisseau situé à Coulombs ; et l'adoption d'un nouveau SDAGE Seine Normandie en octobre 2009 entraînant une modification des objectifs.	Le pétitionnaire prend note – son courrier du 28/08/10. Par courrier du 23 septembre 2010 au service inspection, il ajoute concernant son projet d'extension, que les mesures de limitation des risques de pollution accidentelle (gestion des hydrocarbures, contrôle des inertes apportés) et la surveillance piézométrique et qualitative de la nappe qu'il prévoit, permettent de participer aux mesures définies pour la sous unité hydrographique "Drouette", et qu'au regard de ces éléments, le projet lui apparaît compatible avec le nouveau SDAGE Seine Normandie.	-
28/06/10	Institut national des appellations d'origine	<b>Aucune objection.</b>	-	-
10/06/10	Architecte des bâtiments de France	<b>Avis favorable,</b> assorti de l'observation suivante : la remise en état sera élaborée en vue de retrouver le caractère naturaliste du lieu (remblais en pente douce, haies bocagères, arbres d'essences locales,...). Il ajoute que le site n'est pas concerné par le périmètre de protection de l'église, classée monument historique.	-	-
11/06/10	Direction départementale des territoires	<b>Avis favorable.</b>	-	-
02/07/10	Direction départementale des territoires – service de gestion des risques, de l'eau et de la biodiversité	<b>Avis favorable,</b> sous réserve de la mise en place d'un compteur volumétrique en sortie du pompage prévu dans le piézomètre PZ1.	LTG s'engage à mettre en place le compteur demandé – courrier LTG 22/07/10.	<i>Nous proposons de prescrire le compteur demandé – article 9.2.2.1 du projet de prescriptions ci-joint.</i>
09/06/10	Gestionnaire de la servitude relative aux transmissions radioélectriques – Mr le	<b>Avis favorable,</b> sous réserve de la prise en compte des contraintes liées à la servitude du faisceau hertzien (contrainte de hauteur de 205 m nGF, soit 42 m de hauteur maximum	LTG confirme que la hauteur de tout élément de son projet est bien inférieure à 42 m conformément à la servitude – courrier LTG du 22/07/10.	Les servitudes doivent être respectées. Les dispositions du projet d'arrêté préfectoral puis au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Date	Service	Avis émis et synthèse des réserves	Réponse du pétitionnaire	Commentaires du service d'inspection Propositions introduites dans le projet de prescriptions
	Général de corps d'armée Commandant de la région Terre Nord Ouest	pour toute construction).		<i>sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables notamment le code de l'urbanisme. Ce principe est repris chapitre 1.10 du projet de prescriptions.</i>
08/07/10	Direction régionale des affaires culturelles	Elle signale que des vestiges de la période médiévale ont été rencontrés dans l'emprise de la carrière actuelle et demande que soit pris en compte le patrimoine archéologique en fonction du calendrier de l'exploitation. Elle joint l'arrêté préfectoral n° 10/0290 du 08/07/10 pris par Monsieur le Préfet de région, fixant les modalités de saisine du Préfet de région relatives au projet LTG.	LTG – son courrier du 20/08/10 – joint un courrier qu'elle indique avoir transmis à la DRAC le 19/08/10 transmettant le phasage des travaux et sollicitant auprès de la DRAC d'étudier les modalités et délais de mise en œuvre des travaux d'archéologie préventive pour ne pas retarder le débit des extractions.	<i>Le projet de prescription ci-joint dispose que la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région. Le délai minimum de 12 mois prescrit article 3 de l'arrêté du 08/07/10 est repris article 2.4.2 du projet de prescriptions.</i> Il est à noter que la durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière peut-être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région (article R.512-35 du code de l'environnement). Dans un tel cas, il appartient à l'exploitant de demander la prolongation de l'autorisation en fournissant à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir les éléments justificatifs.
08/07/10	France Télécom	<b>Pas d'objection.</b>	-	-
19/05/10	ERDF	Il précise qu'aucun ouvrage HTA et BT n'est dans l'emprise du projet.	-	-
15/07/10	Hydrogéologue agréé	Il émet les remarques suivantes : 1 le dossier évoque au paragraphe posant le contexte géologique, un horizon d'argiles à silex sous jacent aux sables de Fontainebleau, ce qui est différent de la situation au droit du site, puisque la formation résiduelle à silex n'existe pas au droit du projet, générant que les sables de Fontainebleau reposent directement sur la craie à silex de Sénonien. Cette situation implique que la nappe contenue dans les sables de Fontainebleau est en continuité hydraulique avec celle de la craie, qui ne bénéficie donc d'aucune protection naturelle efficace (les formations argileuses de couverture seront décapées dans le cadre du projet). Il signale une incohérence sur le sens d'écoulement de la nappe indiqué par le pétitionnaire (Sud Nord, selon la p.44 ; l'inverse Nord Sud p.207). 2 il n'observe pas de vérification de la disponibilité du volume annuel de remblais projeté (50 000 à 70 000 m3/an sur un rayon de collecte de 30 km). 3 il recommande l'ajout du paramètre sulfates dans	LTG apporte les réponses suivantes – son courrier du 20/08/10 : 1 Il explique que le début de l'étude d'impact présente le contexte géologique global régional tandis que la géologie au droit du projet est effectivement présentée après, où le niveau d'argiles à silex est bien absent. Il confirme que les nappes des sables et de la craie sont en liaison hydraulique, la nappe sera effectivement vulnérable vis à vis d'une éventuelle pollution accidentelle, il clarifie le sens d'écoulement de la nappe. Il précise que cette vulnérabilité est principalement observée durant la phase d'exploitation (il indique que la couche d'argiles de couverture décapée dans le cadre de son projet, sera remise en remblai en fond de fouille et retrouvera son rôle de protection de la nappe).	<i>Le projet de prescriptions :</i> <i>1 et 3 : prescrit des mesures du niveau de la nappe (en m nGF) et l'analyse des sulfates lors du suivi semestriel de la nappe – article 9.2.5.3 ;</i> <i>- reprend les engagements du pétitionnaire en terme de mesure de protection de la nappe (absence de stockage d'hydrocarbures sur le site – article 7.4.3, ravitaillement sur aire étanche – article 7.4.5, contrôle des remblais apportés – article 2.5.3.2 et suivi de la qualité de la nappe – article 9.2.5.3)</i> <i>- n'autorise pas le rejet d'eaux - chapitre 4.3, notamment :</i> <i>➢ concernant l'aire étanche : reprend les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié applicable aux carrières, notamment l'aire étanche doit être équipée d'un caniveau et récupérer la totalité des eaux ou liquides</i>

Date	Service	Avis émis et synthèse des réserves	Réponse du pétitionnaire	Commentaires du service d'inspection Propositions introduites dans le projet de prescriptions
		<p>le suivi de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>4 – il rappelle que le rejet après passage des rejets d'eaux (pluviales, de l'aire de ravitaillement, parking, bascule, lavage des engins) dans un séparateur d'hydrocarbures n'est pas exempt d'hydrocarbures ; et juge la proposition de LTG d'infiltrer ces eaux dans un bassin d'infiltration à roseaux après passage dans le séparateur d'hydrocarbures, irrecevable.</p> <p>5 – Il note la présence d'hydrocarbures dans la nappe [110 µg/L] dans une concentration certes inférieure à la référence de qualité fixée pour les eaux brutes par le code de la santé publique mais qui traduit la vulnérabilité de la nappe souterraine.</p> <p>6 – Il insiste sur le fait qu'il n'est pas acceptable pour LTG d'écrire que les mesures mises en œuvre garantissent l'absence de risque de pollution de la nappe ; en indiquant que l'on peut à la rigueur parler de <u>limitation</u> du risque (mais pas d'une absence de risque).</p>	<p>Il rappelle son engagement de mettre en œuvre des mesures strictes pour limiter les déversements accidentels d'hydrocarbures et le respect strict de la procédure d'acceptation des inertes extérieurs apportés.</p> <p>2 Il indique avoir estimé le volume d'apports extérieurs inertes à partir de ses constats actuels. Il ajoute que si ces quantités n'étaient pas respectées, une demande de modification des conditions d'exploiter sera ; alors déposée.</p> <p>3 Il s'engage à ajouter le paramètre sulfates au suivi semestriel de la nappe.</p> <p>4 Il indique qu'à la demande de l'inspection des installations classées, le bassin d'infiltration qu'il projetait n'accueillera plus de rejet d'origine extérieure à son projet (diminuant ainsi le rejet). Il propose d'orienter ses propres rejets vers un fossé à créer au Sud et à l'Est du site actuel et de ne plus réaliser de bassin d'infiltration.</p> <p>5 Il s'accorde sur les termes de limitation plutôt que l'absence du risque de pollution.</p>	<p><i>résiduels – article 18.I de l'AM 22/09/94 repris article 7.4.5 du projet de prescriptions ; l'exploitant peut à tout le moins recycler les eaux pluviales ou couvrir son aire étanche.</i></p> <p>➤ demande le recyclage des eaux de lavage des engins. En effet, la solution de rejet proposée par le pétitionnaire dans son dossier reste irrecevable malgré les observations faites par l'inspection des installations classées dans le cadre de la recevabilité de son dossier (séparateur d'hydrocarbures non conforme garantissant une teneur maximale en hydrocarbures de 100 mg/L dans le rejet, supérieure au seuil, réglementaire de 10 mg/L et aux meilleures techniques disponibles (5 mg/L)), puis rejet prévu par infiltration ; également irrecevable) et repris dans l'avis de l'autorité environnementale du 13/04/10 joint au dossier d'enquête publique, et la circulaire .n° 96/52 du 02/07/96 d'application de l'arrêté ministériel du 22/09/94 précise que les eaux de lavage des engins n'étant normalement chargées que de matières en suspension devront être recyclées.</p> <p>5 reprend l'analyse des hydrocarbures, également du manganèse, des sulfates et de l'aluminium dans le cadre du suivi de la nappe, au vu des résultats d'analyses jointes au dossier et de l'historique de la carrière. En cas de dépassement de seuils pour les paramètres prescrits, un plan de gestion de la pollution devra être établi par l'exploitant, ainsi qu'un prélèvement de sol pour analyse au droit des terrains sur lesquels la présence d'hydrocarbures a été constatée le 09/11/04, terrain que l'exploitant a déclaré avoir décapé des terres contaminées – article 9.2.5.3.</p>

Date	Service	Avis émis et synthèse des réserves	Réponse du pétitionnaire	Commentaires du service d'inspection Propositions introduites dans le projet de prescriptions
				<p>2 Le pétitionnaire indique qu'il sollicitera un changement des conditions d'exploitation si les remblais d'origine extérieure venaient à manquer. La DREAL insiste sur la nécessité lors du montage du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, dévaluer au mieux les conditions d'avenir de manière à tenir ses engagements. Une étude du marché des remblais disponibles, tenant compte du développement du recyclage nécessaire des matériaux, par les pétitionnaires, voire la profession des carriers, semble fort souhaitable.</p> <p>Il est noter que la société STAR, dont LTG est filiale, possède une autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets BTP dans le département (à Margon). L'exploitation de cette installation doit se faire en cohérence avec les objectifs de remise en état des carrières du groupe.</p>
08/06/10	Sécurité civile	<b>Avis favorable.</b>	-	-
09/07/10	Inspection du travail	<b>Aucune observation.</b>	-	-

## 2.6. Autres avis

Suivant l'article R.512-24 du code de l'environnement, l'avis du CHSCT de l'établissement doit être adressé au préfet dans les 45 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

La société LTG indique ne pas disposer de CHSCT.

## 3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

### 3.1. Dispositions retenues dans le projet d'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

**Garanties financières** : l'exploitation sera réalisée en 6 périodes quinquennales. Les garanties financières ont été estimées par le pétitionnaire, pour chaque période quinquennale. Celui ci précise que ces montants ont été calculés selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 09 février 2004, pour les carrières de type 2 : carrière en fosse ou à flanc de relief et que les garanties financières seront constituées à la date de la déclaration d'ouverture de travaux. L'indice TP01 retenu pour le calcul dans le dossier est celui de février 2009, *le projet d'arrêté préfectoral prend en compte le dernier indice connu au moment de la rédaction du rapport à savoir celui de mai 2010 (JO du 31/08/10) (652,50) – article 1.6.2. De même, il tient compte de la modification de l'arrêté ministériel du 09 février 2004, le 24 décembre 2009.*

#### Eau

##### Milieu

La carrière est située dans le bassin versant de la Maltorne, qui s'écoule à environ 2 km de la carrière. Deux vallons qui prennent naissance en limite Nord du site forment un ru temporaire qui se jette dans la Maltorne.

Le dossier signale la présence de la Guesle, qui s'écoule à 2 km à l'Est de la carrière. Il précise que ce cours d'eau ne draine pas les eaux de la carrière.

Les aquifères rencontrés dans le secteur sont, depuis la surface :

- les sables de Fontainebleau,
- la craie.

Les nappes renfermées par ces aquifères sont en communication (nappe de l'Oligocène) et sont utilisées pour l'alimentation en eau potable.

Le dossier retient la cote des hautes eaux de la nappe estimée au droit du site à 126 m nGF en aval et 128 m nGF en amont, soit de 4 à 6 m sous la cote minimale de fond de fouille sollicitée.

La nappe de l'Oligocène est classée en zone de répartition des eaux.

Le site ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage AEP : le dossier signale :

- un captage AEP communal : qui alimente la commune de Hanches, distant de 3 km environ au nord est de la carrière. Le dossier indique que le site est hors du périmètre de protection de ce captage ;
- un captage AEP privé, au domaine de la Tour Neuve, voisin de la carrière (120 m au sud, amont hydraulique du projet de carrière d'après la campagne de prélèvement de 2008 selon le dossier) : il capte la nappe des sables de Fontainebleau et est utilisé pour l'eau potable des habitants du domaine. Le dossier indique qu'il n'est pas utilisé comme eau potable pour le public reçu lors des journées événementielles organisées par son propriétaire mais est susceptible de l'être.

##### Consommation

Le dossier ne prévoit pas de lavage des matériaux extraits.

LTG demande également l'exploitation d'un forage pour le lavage des engins et l'arrosage des pistes par temps sec (par équipement du piézomètre 1 d'une pompe de 10 m<sup>3</sup>/h.

La consommation annuelle maximale est estimée à 4 400 m<sup>3</sup>.

La demande évoque l'alimentation en eau potable du site via un piézomètre, mais ce point n'est pas autorisé (cf. 2.4 du présent rapport et article 4.1.4.2 du projet d'arrêté). L'eau potable pour le personnel est fournie en bouteilles.

Le dossier indique que des lavabos et douches sont à disposition sur son site de Villiers Le Morhier. Il appartient à LTG de mettre au moins un lavabo à disposition du personnel sur la carrière – article 58 du titre RG du RGIE, ce qu'il s'est finalement engagé de faire par courrier du 06 mai 2010 – bloc sanitaire autonome, WC chimique/lavabo sans rejet d'effluent associé.

#### *Economie de la ressource*

En cas de sécheresse, LTG devra appliquer les recommandations préfectorales en cas d'arrêt d'interdiction ou de limitation de l'usage de l'eau.

#### *Rejets*

Le pétitionnaire prévoit la gestion suivante des rejets d'eaux :

- eaux usées domestiques : le dossier ne prévoit pas de rejet (sanitaires chimiques régulièrement vidangés par une entreprise selon le dossier);
- eaux pluviales : le pétitionnaire prévoit leur infiltration en fond de fouille ;
- eaux pluviales de l'aire de ravitaillement des engins : traitement dans un bac séparateur d'hydrocarbures à obturateur automatique qui garantit une teneur maximale en hydrocarbures de 100 mg/ L dans le rejet ; qu'il prévoit ensuite de diriger dans un bassin d'infiltration à roseaux projeté sur la carrière.

Il prévoit que ce bassin d'infiltration recueille également les eaux du trop plein de la mare de l'établissement voisin de La Tour Neuve, mare qui recueille le trop plein du réseau d'assainissement non collectif de La Tour Neuve. *Ce rejet issu d'un système voisin ne nous semble pas acceptable. Nous avons fait part de cette remarque au pétitionnaire lors de la recevabilité en indiquant qu'«il y a lieu de trouver un autre exutoire conforme à la réglementation - notre courrier car09043 du 28 avril 2009.*

*De plus, le rejet par infiltration des effluents d'une ICPE n'est pas autorisé. Nous rappelons que l'aire étanche de ravitaillement des engins doit être entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels – article 18.1.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cette disposition est reprise art.7.4.5 du projet d'arrêté préfectoral ci-annexé. Concernant les eaux de lavage, le projet de prescriptions retient le traitement via un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique, fixe les caractéristiques du rejet et les modalités du contrôle du respect de ces caractéristiques, dispose que l'émissaire soit équipé d'un dispositif de fermeture rapide (5 mg/ L en hydrocarbures totaux) – art. 4.3.5. La circulaire d'application de l'arrêté carrière n°96-52 du 02/07/96 indique que les eaux de lavage des véhicules ne sont normalement chargées que de matières en suspension, et compte tenu de leur utilisation, peuvent être intégralement recyclées après traitement. Nous proposons que les eaux en sortie de séparateur d'hydrocarbures soient recyclées, par exemple sur place pour le lavage des engins – art. 4.3.5 et 4.3.10.*

#### *Mesures de prévention / protection*

Les risques présentés sont principalement d'ordre chimique (hydrocarbures, éventuels indésirables dans les apports extérieurs de remblais). Les mesures visant à protéger les milieux (nappe de l'Oligocène et sols) sont décrites au dossier. Il s'agit notamment du contrôle des matériaux extérieurs de remblai – *repris article 2.5.3.2 du projet d'arrêté ci-joint* ; du ravitaillement des engins et des petits entretiens (graissage) sur l'aire étanche – *repris article 7.4.5 du projet d'arrêté*, de la présence d'un kit anti-pollution sur chaque engin et sur la cribleuse (composé d'une couverture, de feuilles absorbantes, de boudins et de sacs de récupération) sur chaque engin – *repris dans le projet d'arrêté article 7.4.7*, de l'entretien régulier des engins, etc.

Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures ni d'entretien mécanique (vidanges, révision) sur le site – *engagement repris article 7.4.3 du projet d'arrêté.*

Les mesures envisagées en cas de déversement accidentel sont décrites au dossier (utilisation des kits anti-pollution, extraction de tout matériau souillé. *Ces matériaux souillés devront ensuite être éliminés selon des filières agréées.* Le dossier ne présente pas de mesure en cas d'atteinte de la nappe, il indique qu'un déversement accidentel serait aussitôt remarqué par le personnel de la carrière qui mettrait en œuvre les mesures de circonscription de la pollution (kits anti-pollution, alerte...) et que la pollution resterait circonscrite à quelques dizaines de mètres autour du sinistre. Il précise qu'aucune population

extérieure au site ne devrait être atteinte, d'autant qu'aucun captage ou forage n'a été recensé à moins de 300 m en aval de son projet de carrière.

#### **Surveillance**

Nappe : LTG prévoit une analyse semestrielle de la qualité des eaux de la nappe, au moyen de quatre piézomètres et du forage de la Tour Neuve (si le propriétaire du forage l'autorise) : pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, métaux. *Le projet de prescriptions retient le programme proposé par LTG complété de mesures des niveaux piézométriques et au regard des paramètres sollicités dans le test de lixiviation prévu en cas de présomption de contamination, pour les admissions de déchets dans les installations de stockage de déchets inertes du BTP, des recommandations de l'hydrogéologue agréé consulté sur le dossier (sulfates – cf.2.4 du présent rapport) et des indésirables présents dans la nappe lors des dernières analyses (manganèse, aluminium, sulfates, hydrocarbures)– article 9.2.4.3.*

Rejet projeté en sortie de déshuileur : le pétitionnaire prévoit une analyse trimestrielle du rejet : pH, conductivité, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, température. *Le projet d'arrêté prescrit la qualité du rejet canalisé – article 9.2.3.1, en prescrivant également le recyclage de ces eaux.*

#### **Passif :**

Les analyses de nappe montrent la présence d'éléments indésirables, notamment des hydrocarbures, du manganèse, et en moindre proportion des sulfates dans le piézomètre Pz1, aval des terrains sollicités. Ce piézomètre est, sauf erreur de notre part, en aval des terrains sur lesquels nous avons redemandé à LTG une analyse des milieux en vue de détecter la contamination ou l'absence de contamination liée à la présence d'hydrocarbures dans le terrain voisin, suite au constat fait lors de notre visite du 09 novembre 2004 - nos rapports des 21/12/04, 19/12/07, 22/04/08 et 13/05/08. Nous avons fait part de ce constat à la société LTG lors de l'examen de recevabilité de son dossier en lui demandant d'explicitier les écarts observés et indiquer les mesures qu'elle aura prises pour y remédier. Mêmes demandes pour la teneur en aluminium relevée en amont de sa carrière. Les résultats sont à comparer aux valeurs de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine : les concentrations en aluminium et manganèse sont supérieures aux valeurs définies dans cet arrêté (85 au lieu de 50 µg/ L pour le manganèse et 270 au lieu de 200 µg/ L pour l'aluminium) et où la concentration en hydrocarbures (0,110 mg/ L), si elle reste inférieure à la valeur de comparaison (1 mg/ L), mérite de faire des investigations visant à rechercher spécifiquement les hydrocarbures (notamment HAP et BTEX) pour vérifier l'absence d'impact significatif. *En cas de confirmation du dépassement des seuils pour les paramètres prescrits (notamment BTEX, HAP, Manganèse en Pz1 et de l'aluminium en Pz2, l'exploitant devra établir un plan de gestion de la pollution – prescrit article 9.3.1 du projet d'arrêté. A tout le moins, le projet d'arrêté prescrit également un prélèvement de sol pour analyse au droit des terrains sur lesquels nous avons constaté la présence d'hydrocarbures le 09/11/04 – article 9.2.8.*

**Air :** la principale source de pollution de l'air identifiée dans l'étude d'impact est l'émission de poussières : activités agricoles, circulation routière, sablière. Eu égard au projet, elles sont principalement générées par la manipulation et le chargement des sables, le criblage des sables, la circulation des engins et camions sur la carrière et le CR n°18. Le dossier explique que les gênes occasionnées seront ressenties essentiellement par les habitants de La Tour Neuve et associées au trafic des poids lourds le long du CR n° 18. Des mesures d'atténuation des envols et de limitation de dispersion des poussières sont décrites au dossier : nettoyage et entretien régulier des pistes internes et du chemin d'accès au site, portion d'enrobé sur 200 m face à la Tour Neuve, limitation de la vitesse à 30 km/ h sur le CR18 et 20 km/ h sur le site, signalisation de cette limitation sur panneaux.

*La profession des carriers a pris des engagements en matière de réduction des impacts liés au transport des matériaux, repris au schéma départemental des carrières approuvé par M. le Préfet en 2000. Le pétitionnaire s'engage à arroser les chargements par temps sec et au bâchage des camions.*

*Les engagements de la profession visent notamment à privilégier le bâchage des camions (en indiquant que sur de courtes distances, inférieures à 20 km, l'arrosage des chargements peut être considéré suffisant). Le projet de prescriptions ci-joint reprend ces engagements : mise en place sur le site d'un quai de bâchage des camions notamment – article 3.1.4.*

**Bruit :** le dossier présente une activité dans la plage horaire 7h-19h, hors week-ends et jours fériés – horaires repris dans le projet de prescriptions ci-joint, *article 6.2.1.*

LTG s'engage notamment à planter une haie et mettre en place des merlons de 3 m de hauteur en bordures sud et ouest du site, maintenir l'excavation à 200 m au minimum de l'habitation – engagements

retenus dans le projet de prescriptions ci-joint, *article 2.2.4 et chapitre 1.5*. Il s'engage également à entretenir régulièrement les matériels et engins mobiles et utiliser du matériel conforme, à travailler dans la carrière en « entonnoir », et à travailler de jour, hors week-ends et jours fériés.

Le dossier estime les niveaux de bruit en limite de propriété qui permettent le respect des seuils d'émergence en direction des zones habitées lorsque les installations seront au plus près des zones habitées susceptibles d'être exposées au bruit (essentiellement La Tour Neuve selon le dossier) :

Emplacements	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété
	Période diurne
Limite sud d'emprise, au droit de la Tour Neuve	54
Autres limites d'emprise	70

Le pétitionnaire prévoit un contrôle des niveaux de bruit tous les ans. *Le projet d'arrêté ci-joint retient cette fréquence, avec un premier contrôle dans les 6 mois suivant la notification de l'autorisation le cas échéant – article 9.2.6.1.*

**Déchets** : les déchets générés par l'activité sont les suivants : déchets ménagers, boues de séparateur d'hydrocarbures. Les fréquences et filières d'élimination sont présentées au dossier de demande.

*Le brûlage à l'air libre est interdit sur le site – art.5.1.5 du projet de prescriptions.*

LTG prévoit la clôture du site. Elle indique que les chargements de matériaux de remblais seront repris par l'apporteur en cas d'indésirables dans les remblais ou mis dans une benne pour être éliminés vers une filière d'élimination appropriée.

**Trafic routier et voirie** : l'accès se fait à partir du chemin rural n°18, qui relie la carrière à la RD n°4. Le trafic journalier lié à la carrière est estimé à 42 rotations de poids lourds et 5 rotations de véhicules légers par jour pour la production moyenne et de 67 rotations (soit 134 passages) par jour, dont 57 de poids lourds et 10 de véhicules légers pour la production maximale. La proportion du trafic lié à la carrière par rapport au trafic routier de la RD4 est présentée au dossier ; la plus forte proportion est estimée à 2,6% du trafic total de la RD4 vers l'Est, en production maximale (moins de 1% du trafic actuel de la RD4 en direction de Nogent le Roi et moins de 3% en direction d'Epernon).

Les remblais du site sont apportés pour moitié en fret retour.

Le dossier prévoit les mesures suivantes : signalisation de l'accès, bâchage des bennes des camions, balayage de la voirie lorsque c'est nécessaire, pesée des chargements, arrosage des matériaux en période sèche, portion de chemin rural en enrobé (650 m d'enrobé avant l'accès sur la RD4), rappel aux chauffeurs de contrôler leur chargement.

LTG a joint à son dossier une convention de voirie – non datée - avec le Conseil général relative à la desserte de la carrière par la RD4 et une délibération du conseil municipal de Hanches donnant l'accord de principe du conseil municipal pour l'utilisation du CR18 – délibération du 10 juin 2009.

**Flore et faune** : les terrains ne sont pas en zone Natura 2000, parc naturel, arrêté de protection de biotope ou réserve. Le pétitionnaire indique l'absence d'espèce végétale rare et l'absence d'espèce animale remarquable.

Il indique qu'aucune incidence sur la zone Natura 2000 la plus proche (5 km) ne pourra être imputée à l'exploitation de la carrière.

LTG prévoit d'effectuer :

- une remise en état qu'elle qualifie de progressive et rapide des sols ;
- un écran planté en bordure Sud et Ouest ;
- la végétalisation des merlons périphériques ;
- un petit bosquet (arbres d'essences locales) face à l'habitation de la Tour Neuve.



**Sites et paysages :** le dossier précise que si la commune de Hanches se trouve dans le périmètre des espaces associés aux vues majeures sur la cathédrale de Chartres faisant l'objet de prescriptions particulières au titre du projet de directive paysagère, la carrière est extérieure à ce périmètre. Sa perception sera faible. Elle sera principalement visible depuis l'habitation proche de La Tour Neuve. La mise en place de merlons périphériques temporaires et de plantations sur la base d'essences locales sera de nature à réduire cette perception. Sur ce sujet, le pétitionnaire liste le faux acacia parmi les espèces envisagées. Cette espèce est considérée comme invasive et nous proposons de ne pas l'autoriser – *article 2.2.4 du projet de prescriptions*. Ce principe d'aménagement sera adopté et nettement renforcé au droit de La Tour Neuve sur une surface non exploitée de 2 ha.

**Servitudes – urbanisme :** le projet est dans la zone NC du PLU de Hanches ; le dossier précise que le projet (ouverture de carrière, exploitation d'une cribreuse et apport de déchets inertes) est compatible avec le règlement de cette zone.

Le dossier précise que le plan des servitudes du PLU de Hanches montre :

- Une servitude liée aux émissions radioélectriques affecte une partie du projet. Le dossier précise qu'elle correspond à une limitation de hauteur de +10,5 en partie Est à +28 en partie Ouest et que cette hauteur n'est pas atteinte par les activités envisagées – cf §2.4 du présent rapport, l'avis de Monsieur le Commandant de l'armée de terre.
- Un site archéologique à La Tour Neuve et sur la carrière actuelle. Le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre un diagnostic archéologique – cf §2.4 du présent rapport, l'avis de la DRAC et la réponse de LTG.

Une ligne électrique permet d'alimenter le bungalow présent sur le site et le réseau téléphonique alimente le site voisin de la tour Neuve – *cf. les avis d'ERDF et France Télécom au §2.4 du présent rapport*. En tout état de cause le projet d'arrêté ci-joint prescrit qu'en ce qui concerne la ligne électrique, l'exploitant veille au respect des dispositions des textes relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques du transport – chapitre 1.5. Le Schéma Départemental des Carrières dispose au paragraphe 3.9.3. du Chapitre III que "les exploitants devront prendre en compte les équipements existants et prévus". La présence de ces ouvrages (ligne électrique) nécessite la prise en compte des dispositions du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et de l'arrêté ministériel du 16 novembre 1994 pris en application des articles 3, 4, 7 et 8 du décret précité. Ces dispositions conduisent à prescrire notamment que les gestionnaires des réseaux concernés soient consultés, au stade de l'élaboration du projet, par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre (demande de renseignements) et, avant le commencement des travaux projetés, par l'entreprise chargée de ces travaux (Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT)).

Le projet se situe dans une aire géographique protégée (volailles de Houdan et volailles de l'Orléanais). L'INAO n'émet aucune objection (cf. §2.4 du présent rapport).

**Dangers présentés par le site :** l'étude de dangers liste les risques d'origines interne et externe au site :

- risque d'incendie,
- risques de rejet et de dispersion de produits,
- risques d'instabilité des terrains et de chute,
- risques associés aux déplacements,
- risques liés aux éléments extérieurs au site (circulation, faits impondérables – chute d'avion, séisme, foudre, tempête, chute de grêle, malveillance).

Les mesures qui seront prises sont décrites au dossier, certaines sont rappelées dans le présent rapport. Il s'agit notamment :

- présence d'extincteurs,
- entretien régulier des engins,
- formation et information du personnel,
- les consignes au personnel,
- mesures de prévention/ protection contre les risques de pollution accidentelle évoquées précédemment etc.

D'une manière générale, le projet prévoit également la limitation de l'accès du site (barrière, clôture, surveillance régulière et contrôle du périmètre), signalisation et aménagement de l'accès, nettoyage régulier de la chaussée, consignes de sécurité.

Des mesures de sécurité du personnel sont précisées au dossier, ainsi que des mesures d'hygiène.

L'étude de dangers conclut qu'il n'y a pas d'effet sortant des limites de l'établissement, hormis le risque de pollution des eaux de la nappe avec migration hors site. Il présente les mesures de prévention permettant d'éviter ce risque – cf. ci-avant les mesures prises concernant les eaux souterraines et les sols (contrôle des apports de remblais, surveillance de la qualité de la nappe et absorption et récupération des produits en cas de déversement accidentel).

Le dossier précise qu'en fin d'exploitation, les excavations seront partiellement remblayées par des matériaux inertes (réaménagement agricole), et qu'il ne résidera plus aucun risque de chute.

#### **4. – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les avis en notre possession sont favorables et/ou comportent des observations/recommandations ; certains comportent des réserves.

Le pétitionnaire a apporté des réponses aux observations relevées dans le cadre de la procédure.

Les points techniques relevés lors de l'instruction ont fait l'objet d'un examen, les propositions de prescriptions faites dans le présent rapport nous semblent de nature à lever les réserves émises en matière de comptage de volume d'eau de nappe prélevé (formulée par la DDT – SGREB), préservation du patrimoine archéologique (relevée par la DRAC – un arrêté du Préfet de région fixe les modalités de sa saisine), de vulnérabilité et de suivi de nappe (ajout du paramètre sulfates dans le suivi semestriel de la nappe demandée par l'hydrogéologue agréé), de mesures réductrices de l'impact paysager et sonore (relevées notamment par le conseil municipal de Hanches, eu égard au voisinage d'une habitation à la Tour Neuve, site utilisé à des fins événementielles (semaine gîte), de gestion des eaux (relevée par la DDAF du Loiret) et de contrôle de matériaux de remblais (relevée par l'association "Raizeux Nature et Forêt", la Mairie de Raizeux).

Concernant la disponibilité dans le temps des apports de remblais d'origine extérieure au site, nous insistons sur :

- la nécessité pour les pétitionnaires de bien évaluer les quantités prévisibles dans le cadre de leur demande initiale, de respecter leurs engagements, notamment par une gestion optimisée de leurs carrières et leurs sites de stockages de déchets inertes du BTP lorsqu'ils sont autorisés à en exploiter,
- l'utilité d'une étude par la profession de la disponibilité du gisement de matériaux de remblais, intégrant les évolutions en matière de recyclage de matériaux.

#### **Etat du site lors de la dernière visite d'inspection**

Lors de ses visites des 09 novembre 2004 et 20 novembre 2007, l'inspection des installations classées a notamment constaté le non respect de la hauteur des fronts définie par arrêté préfectoral d'autorisation : des actions administratives et pénale ont été engagées à l'encontre de la société LTG. Cette infraction constitue également un manquement pour la sécurité des personnes qui pourraient s'approcher du bord supérieur ou inférieur du front incriminé. Le danger engendré par ce front provient de sa hauteur et du risque d'éboulement qu'il présente.

Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, nous insistons sur la nécessité de respecter les caractéristiques des fronts d'exploitation du site, du phasage de remise en état, notamment côtés est et sud et du fascinage du talus Est.

En matière de protection du personnel, il appartient à l'exploitant de se conformer aux dispositions du règlement général des industries extractives. Nous rappelons qu'il appartient à la société LTG, en tant qu'exploitant de prendre des mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des personnes. En vertu de l'article 13 du titre "Règles générales" du règlement général des industries extractives (RGIE) notamment, ces mesures comprennent "des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi qu'à la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés" et il lui appartient de veiller à "l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes[...]".

Au regard de la situation du site lors de la dernière visite du service d'inspection, et de la période d'inactivité du site, il est indispensable que la société LTG vérifie préalablement à la présence de personnel sur le site y compris les travaux préliminaires à l'exploitation, que les mesures qu'elle a définies permettent d'assurer la sécurité des personnes, et les complète en tant que de besoin, notamment au regard du risque d'éboulement et des prescriptions du projet d'arrêté ci-annexé. Ces mesures et compléments doivent notamment être transcrites dans les dossiers de prescriptions et le document de santé et sécurité définis au règlement général des industries extractives.

Conformément à l'arrêté du 31 décembre 2001 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières, l'exploitant peut à cet effet se faire assister par un organisme extérieur de prévention, dont les missions sont le cas échéant, notamment d'assister la personne chargée de la direction technique des travaux dans, notamment :

- l'application des dispositions réglementaires ;
- l'appréciation des risques encourus sur les lieux de travail, du fait notamment des conditions de gisement, des méthodes d'exploitation, du matériel utilisé, du comportement des personnels ;
- la définition des moyens propres à prévenir ces risques, notamment en ce qui concerne l'élaboration des consignes et des dossiers de prescriptions ainsi que la formation des personnes.

Nous ne disposons pas de l'ensemble des avis sollicités dans le cadre de la procédure. Nous proposons que les avis éventuels qui parviendraient en préalable à la commission fassent l'objet d'un examen en commission.

En conclusion, la DREAL émet un avis favorable à la demande sollicitée assortie des prescriptions du projet arrêté annexé au présent rapport.

## **5. – CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Conformément aux articles R.512-25 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites sur le projet d'arrêté joint en annexe.

En cas de suite favorable, nous proposons à Monsieur le Préfet de réserver la signature de l'arrêté à la fourniture par LTG de :

- la preuve de la maîtrise foncière de la parcelle ZA8 par M. XXXXX (qui s'est déclaré propriétaire au dossier et a fourni son accord sur la remise en état) : extrait de la maîtrise cadastrale à jour ou attestation de propriété notariée ; ou
- l'accord du propriétaire actuel sur le droit d'extraire et son accord sur la remise en état.

Au vu de l'enjeu lié à la protection du personnel, nous proposons à Monsieur le Préfet et de solliciter de la part de la société LTG la confirmation qu'elle a pris les mesures nécessaires à la sécurité des personnes.

Vu et transmis avec avis conforme,  
Le Chef d'unité territoriale,

Le Chef de subdivision,  
Inspecteur des installations classées,

Annexes :

- plan de localisation
- projet d'arrêté préfectoral avec ses annexes :
  - Annexe 1 : plan parcellaire
  - Annexe 2 : plan de phasage
  - Annexe 3 : plan de l'état final
  - Annexe 4 : Plan de localisation des points de prélèvements d'eau
  - Annexe 5 : Plan de localisation des mesures de bruit
  - Annexe 6 : Plan de localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines.